

**Après les élections américaines,  
l'avenir incertain des projets de loi énergie-climat au Sénat**

**Sophie MERITET**

Maitre de Conférences, CGEMP, Université Paris Dauphine

Professeur Invité à l'Université du Michigan Ann Arbor

Sophie.meritet@dauphine.fr

**Résumé**

*Le projet de loi énergie–climat, voté à la Chambre des Représentants en 2009, a subi de nombreuses modifications depuis qu'il est à l'étude au Sénat. Les débats ont été ralentis par la réforme de la santé en début d'année 2010 puis par la marée noire dans le Golfe du Mexique. Les élections de mi-mandat sont apparues comme un nouvel obstacle dans la poursuite des débats et dans un possible vote d'un projet de loi dans les mois qui viennent. Les opposants mettent en évidence la contrainte économique d'une telle loi alors que les Etats-Unis connaissent une des plus sévères récessions économiques. De nombreux élus ont pensé en priorité à leur réélection et les sondages prévoient une défaite des Démocrates. Les optimistes espéraient un vote rapide sur un projet centré sur la marée noire et envisageaient l'étude d'un projet plus large après les élections. Les plus pessimistes prevoyaient malheureusement l'abandon d'un projet de loi énergie–environnement qui aurait pu représenter un tournant majeur dans la politique énergétique des Etats-Unis avec des mesures liées au développement des énergies renouvelables, aux technologies propres....et peut être la création du premier marché de carbone.*

**Abstract**

*The climate – energy project bill, voted in the House of Representatives in 2009, has undergone many changes since it is studied by the Senate. Discussions have been slowed by health reform in 2010 and then by the oil spill in the Gulf of Mexico. The midterm elections are perceived as a new obstacle in the further discussions and a possible vote on a bill in the coming months. Opponents highlight the economic constraints of such law while the United States is experiencing the most severe economic recession. Many politicians thought mainly of their re-election and opinion polls project a defeat for the Democrats. Optimists hoped for a quick vote on a bill focusing on the oil spill and a larger bill could passed after the elections. Pessimistic are unfortunately thinking that a climate energy bill will never pass, even if it could represent a major shift in energy policy of the United States with measures related to the development of renewable energy, clean technology. ... and can create the first carbon market.*

## **Introduction**

Reléguées au second plan après les débats sur la réforme de la santé et les aides accordées avec la crise, les discussions sur la politique énergétique aux Etats-Unis sont à nouveau prioritaires pour l'Administration d'Obama. La sécurité d'approvisionnements énergétiques et la protection de l'environnement sont au cœur des débats actuels avec le projet de loi énergie. Ce dernier, voté par la Chambre des Représentants, est actuellement à l'étude au Sénat. Selon le Président Obama, les Etats-Unis doivent saisir la lutte contre le changement climatique comme un défi pour d'une part garantir leur indépendance énergétique et d'autre part pour retrouver le chemin de la croissance et de l'emploi. Le leadership technologique et économique du pays est remis en cause. Les discussions houleuses dans les deux Chambres sur le projet, la perte du siège sénatorial du Massachusetts, les débats sur la réforme de la sante, les critiques du plan de relance économique... sont autant d'éléments à considérer pour comprendre les efforts du Président Obama avant les élections de mi-mandat.

La question du changement climatique a longtemps été ignorée par l'administration et l'industrie, mais figure dorénavant à l'agenda politique. Le projet de loi, voté à la chambre des Représentants en Juin 2009, a été transformé au Sénat. Cette loi représenterait un tournant majeur dans la politique énergétique américaine avec des mesures liées au développement des énergies renouvelables, aux technologies propres....et peut être la création du premier marché de carbone aux Etats-Unis. Les élections de mi-mandat, du 2 novembre 2010<sup>1</sup>, ont revêtu une importance particulière car elles ont offert d'une part un bilan de l'opinion publique à mi-chemin du mandat et d'autre part ont généré une reconfiguration du pouvoir politique. Les Démocrates ne semblaient pas en bonne position avant les élections. Pour les plus pessimistes, aucun projet de loi ne sera voté même « vidé de son contenu » c'est-à-dire sans marché du carbone. La priorité lors des débats demeure la reprise économique aux Etats-Unis. Certains opposants présentent le projet de loi énergie-climat comme une contrainte ...et non plus comme une opportunité de relance économique.

### **La sécurité d'approvisionnement**

L'exceptionnel dynamisme de l'économie américaine a été fondé durant des décennies sur des ressources énergétiques nationales abondantes et bon marché : charbon, pétrole, gaz naturel, hydroélectricité et nucléaire. Conjuguées à de faibles taux d'imposition, ces dotations en ressources naturelles n'ont pas encouragé l'efficacité énergétique : la consommation d'énergie des États-Unis, par habitant dépasse d'environ 70 % celle de la plupart des autres pays développés. Les Etats-Unis

---

<sup>1</sup> Ces élections avaient pour objectif de renouveler l'ensemble des 435 sièges de la Chambre des Représentants et le tiers du Sénat, soit 34 sièges sur 100. A cette occasion seront également renouvelés 37 Gouverneurs parmi les 50 Etats américains.

représentent 5 % de la population mondiale et 25 % de la consommation mondiale d'énergie. Le consommateur américain détient les records par habitant et par an de la consommation d'énergie la plus élevée (8 tonnes équivalent pétrole contre 4 pour un Européen) et des émissions les plus élevées de CO<sub>2</sub> (20 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> contre 10 pour un Européen). Longtemps auto-suffisant, le pays doit désormais faire face à la fois à l'épuisement de ses ressources nationales et à la nécessité de prendre en compte les nouvelles contraintes environnementales.

Les États-Unis sont dorénavant de plus en plus dépendants des importations de pétrole. Avec 25% de la demande pétrolière mondiale, les Américains importent 60% de leur consommation (dont 70% pour les transports). Cette dépendance énergétique croissante soulève de manière inédite dans leur histoire la question de la sécurité d'approvisionnement. Pendant des années sous l'Administration Bush, la politique énergétique américaine a été centrée sur l'offre avec le développement des ressources énergétiques domestiques (charbon et nucléaire) et la diversification des approvisionnements (pétrole et gaz). Les États-Unis sont ainsi devant une situation nouvelle créée par leur dépendance énergétique croissante et la question du changement climatique, qui ne peut plus être ignorée.

### **La protection de l'environnement**

En l'absence jusqu'à présent d'une régulation fédérale, l'action dynamique des états a été primordiale. Compte tenu de leurs prérogatives dans de nombreux domaines (dont transport, services publics, fiscalité...) plusieurs états ont développé, seuls ou associés à d'autres, des politiques environnementales plus volontaristes. La palette d'intervention mobilisée est large et diversifiée et articule des actions dans le champ de l'énergie mais également dans celui de la pollution de l'air, de l'agriculture, des transports, de la gestion des ressources naturelles, de l'éducation... Ces programmes ont des objectifs ambitieux de promotion des énergies renouvelables, d'efficacité énergétique, et d'attractivité économique des territoires.

Qu'il s'agisse des collectivités locales, des citoyens, les préoccupations vont en croissant vis-à-vis du changement climatique. Afin de réaliser sa vision d'une « *Amérique verte* », le Président Obama a agi très rapidement après son élection. Il a modifié les règles d'exploration des énergies fossiles (fin des licences, protection d'espaces naturels et des espaces côtiers...). Il a obtenu du Congrès que 100 des 787 milliards de dollars votés pour la relance économique soient consacrés à des projets environnementaux. Son administration a autorisé une quinzaine d'États à adopter les normes californiennes visant à réduire de 30% d'ici 2016 les émissions de dioxyde de carbone provenant des automobiles. Le Président Obama a annoncé un retour « *à l'interprétation légale traditionnelle du Clean Air Act* » marquant ainsi formellement la fin des années Bush. Le gouvernement précédent a en effet toujours refusé de reconnaître légalement l'initiative californienne.

## Les différents projets de loi énergie – environnement au Sénat

Depuis l'élection du Président Obama, l'énergie et l'environnement sont demeurés des secteurs prioritaires malgré la crise économique. « *Tout commence par l'énergie. Nous savons que le pays qui parviendra à exploiter la puissance de l'énergie verte et renouvelable dominera le XXI<sup>e</sup> siècle [...]. Afin de transformer véritablement notre économie, de protéger notre sécurité et de préserver notre planète des ravages causés par les changements climatiques, nous devons rentabiliser l'énergie verte et renouvelable* » (Source : Discours du Président en Février 2009 devant les deux chambres du Congrès). En Juin 2009, la Chambre des Représentants a voté à une voix près le «*American Clean Energy and Security Act*», projet de loi plus connu sous le nom de « *Waxman-Markey* », du nom des auteurs<sup>2</sup>. Ce projet comprenait principalement : la production d'électricité à 20% d'origine renouvelable d'ici à 2020, des investissements en recherche et développement (dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la séquestration du carbone, et les véhicules propres), de nouveaux standards d'économie d'énergie, et la protection du consommateur contre les hausses de prix de l'énergie. Un marché du carbone était également envisagé dès 2012 ayant pour objectif une réduction des émissions de 17% d'ici à 2020 (et de 80% d'ici à 2050) par rapport aux taux de 2005. « *Après toutes ces années de déni, après toutes ces années d'inaction, nous avons enfin l'opportunité de faire un immense pas en avant en matière de changement climatique. Le projet de loi Waxman-Markey est imparfait, il est parfois décevant mais il représente une avancée concrète et immédiate. La planète n'attendra pas* » (Paul Krugman)

Après le vote à la Chambre des Représentants et depuis l'automne 2009, le projet de loi énergie-environnement est à l'étude au Sénat<sup>3</sup> où les Républicains possèdent davantage de « marge de manœuvre ». Il a subi depuis plus d'un an de nombreuses modifications. Dès octobre 2009, un nouveau projet, dit « *Kerry-Boxer* »<sup>4</sup> était annoncé. La principale différence avec le projet de la Chambre des Représentants est la place donnée au nucléaire ce qui n'est pas anodin, les Républicains au Sénat étant en majorité en faveur de la relance du nucléaire. En parallèle, une proposition de loi dite «*énergie*» a été faite par le sénateur démocrate J. Bingaman (Nouveau Mexique) complétant le projet «*environnement*» de «*Kerry-Boxer*». Ensemble ces deux projets pourraient constituer l'ossature énergie-environnement d'une future grande loi énergie-climat du Sénat américain. L'examen du projet avait été différé, or le Président Obama, escomptait le vote de la loi pour se présenter en position de force à la Conférence climatique de Copenhague. Les débats

---

<sup>2</sup> Le Représentant H. Waxman préside la Commission sur l'Energie et le Commerce et le Représentant E. Markey préside la Commission sur l'indépendance énergétique et le réchauffement climatique.

<sup>3</sup> Aux termes de la procédure législative fédérale, la Chambre et le Sénat produisent et adoptent normalement leurs versions respectives d'une loi. Si ces textes sont adoptés, ils sont ensuite examinés en commission mixte, puis le texte définitif est repassé au scrutin des deux chambres avant d'être déposé sur le bureau du Président des États-Unis aux fins de promulgation. Ce processus peut durer de longs mois.

<sup>4</sup> Barbara Boxer, sénateur républicain de Californie de et John Kerry sénateur démocrate du Massachusetts.

au Sénat ont été ralentis par la priorité donnée aux réformes de santé et aux mesures de relance de l'économie américaine en 2010.

Le désastre de la plateforme pétrolière BP a été l'occasion, pour les partisans de politique de lutte contre les émissions et les énergies fossiles, de relancer les débats parlementaires. Leur but était de profiter des mesures destinées à réglementer les forages en mer pour y adjoindre de nouvelles dispositions climatiques. C'est dans cet optique que plusieurs projets sénatoriaux ont vu le jour dont le projet « *Kerry-Lieberman* ». Au printemps 2010, en pleine marée noire, le nouveau projet de loi sur le climat du Sénat a été officiellement présenté par J. Kerry (Massachusetts, Démocrate) et J. Lieberman (Connecticut, indépendant). Après plusieurs mois de négociations difficiles et un an après que la Chambre des représentants eut adopté un projet de loi sur le sujet, le Sénat s'apprêtait à entamer les débats sur sa propre version du plan. Ce projet se fonde globalement sur le principe d'une bourse des droits de pollution sur le modèle de l'Union européenne. Toutefois, à la différence de la Chambre, le projet du Sénat propose une approche sectorielle avec des conditions et des restrictions sur mesure pour les trois secteurs ciblés : énergie, industrie, transport. A la suite de l'explosion de la plateforme de BP *Deepwater Horizon*, le 20 avril 2010, qui a provoqué une vaste marée noire au large des côtes de Louisiane, MM. Kerry et Lieberman ont dû prendre en compte cette catastrophe.

La présentation du projet de loi est intervenue en pleine marée noire, la fuite de pétrole déversant 800 000 litres de brut par jour dans l'océan. Baptisé "*Clean Energy Jobs and American Power Act*", ce texte comprend les principaux éléments suivants :

- la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 4,75 % par rapport à leur niveau de 2005 d'ici à 2013, de 17 % d'ici à 2020, de 42 % d'ici à 2030 et de 83 % d'ici à 2050.
- la mise en place d'incitations économiques pour stimuler la construction de nouvelles centrales nucléaires (y compris une assurance contre les risques pour 12 centrales précises).
- l'imposition de plafonds d'émissions de gaz carbonique à certains secteurs de l'économie : il s'appliquerait aux plus grands pollueurs soit 7.500 installations appartenant à quelques entreprises et représentant près de trois quarts des émissions de carbone du pays. Il est intéressant de noter que plus de 98% des entreprises américaines ne seront pas couvertes par ce système. Le projet de la Chambre des Représentants visait l'ensemble de l'économie.
- des objectifs de réduction d'émissions pourraient également être définis dans le secteur des transports. Le projet de loi prévoit notamment la fixation de normes d'émissions pour les véhicules, le développement de technologies peu consommatrices d'énergie et la planification de nouveaux réseaux de transports.

- l'obtention obligatoire par les producteurs d'énergie électrique de « droits de pollution » échangeables, d'ici à 2013, d'abord gratuits puis dans le cadre d'enchères. D'autres établissements se joindraient à ce marché en 2016.
- l'encouragement aux forages en mer, les États fédérés côtiers ayant cependant droit de veto sur tout projet de forage situé à moins de 120 kilomètres de leurs côtes. Le texte de la Chambre des Représentants ne contient pas de telles mesures. Le texte initial du Sénat prévoyait même d'autoriser de nouvelles explorations et donc à terme de nouveaux forages au large des côtes américaines. C'était évidemment une concession faite à l'opposition républicaine. Avec la marée noire, le texte a été adapté au mécontentement de l'opinion publique et des inquiétudes des élus.
- l'affectation de 2 milliards de dollars par an à la recherche et à la mise au point de moyens techniques de capter les émissions de carbone des usines fonctionnant au charbon. Le projet de la loi de la Chambre des Représentants prévoyait 1,1 milliard de dollars.

Les débats sont précisément houleux au sujet de la création du premier marché du carbone aux Etats-Unis. Dans la dernière version du projet, seul le secteur électrique devrait devoir diminuer ses émissions de 17% par rapport à leurs niveaux en 2005 pour 2020 (alors que le projet initial prévoyait l'ensemble des secteurs). Les unités de production des autres secteurs participeraient, sur la base du volontariat, au marché qui commencerait en 2012. Le prix de la tonne de carbone serait au minimum au départ de 10\$ la tonne avec un maximum de 25\$. Le Président Obama a clairement affirmé son soutien au Sénat pour le vote d'une loi qui « *mette un prix sur la pollution carbone* » (discours du 2 Juin 2010). L'investissement personnel du Président et la catastrophe du Golfe du Mexique n'auront pas suffi; le projet de loi sur l'énergie et les changements climatiques a été arrêté le 22 Juillet, faute de soutien suffisant. L'opposition républicaine dispose en effet d'une minorité de blocage de 41 voix sur 100 au Sénat. Certains sénateurs démocrates sont également montrés réticents à l'idée d'approuver un plan climat qui contiendrait un système de droit d'émission de carbone. Le Sénateur démocrate H. Reid (Nevada), leader de la majorité, a préféré enlever du projet de loi les mesures climatiques car il estimait ne pas pouvoir obtenir le vote des Républicains. Certains Démocrates issus des états du Midwest et du Sud avec peu de capacités éoliennes et solaires, n'étaient également pas en faveur du projet.

Un groupe bipartisan, mené par J. Bingaman (Nouveau Mexique, Démocrate) et S. Brownback (Kansas, Républicain) a introduit un autre projet « *Renewable Energy Bill* », complémentaire à celui de « *Kerry-Lieberman* » et centré sur les énergies renouvelables. Plus précisément, il est prévu une production électrique à 15% d'origine renouvelable d'ici 2021. Les états pourraient utiliser les mesures d'efficacité énergétique pour atteindre au maximum un quart de la cible des 15%. Cette législation pèserait néanmoins lourdement sur les finances de la fédération et des Etats. En Aout

2010, H. Reid espérait que ce dernier projet puisse au moins être voté avant les élections indiquant son pessimisme sur le projet initial. Enfin, une proposition du sénateur républicain R. Lugar (Indiana) privilégie le recours à l'électricité d'origine nucléaire et à la séquestration du carbone par les centrales fonctionnant au charbon. Tous ces projets sont actuellement soumis à l'examen par des commissions au Sénat.

Les sénateurs démocrates ont écarté provisoirement leur projet de loi sur le climat. H.Reid a en effet présenté un projet beaucoup plus modeste, mais celui-ci ne devrait pas remplacer le plan plus vaste qui était initialement prévu. Ce plan contient des mesures pour s'assurer que BP prendra en charge le nettoyage des dégâts de la marée noire, et des dispositions pour améliorer la sécurité dans le domaine du forage afin d'éviter de futures catastrophes. A la veille des élections, les débats ne sont plus centrés sur la création d'un marché du carbone mais sur les mesures liées à la marée noire du Golfe du Mexique (réglementation environnementale, sécurité, réforme des royalties, responsabilités des compagnies pétrolières... ).

### **L'ambiance pré-électorale**

Les derniers sondages n'étaient pas encourageants pour les Démocrates. Pas un seul des 219 démocrates qui avaient soutenu la réforme de la santé ne mettait en avant ce vote dans sa campagne électorale des élections. Les sondages prevoient que les Républicains remporteraient les élections. Face à cette débâcle annoncée, les Démocrates avaient identifié l'objet de tous leurs maux : la réforme de la santé, toujours fortement impopulaire parmi la population américaine. En ces temps de crise économique, 45% des Américains sont encore aujourd'hui opposés à cette réforme qu'ils estiment beaucoup trop coûteuse. Les Républicains utilisent l'argument de la crise économique dans la plupart de leurs discours... même contre le projet de loi énergie.

Dans un contexte de campagne électorale, les sénateurs ont été préoccupés de l'incidence de l'application de cette loi sur l'économie de leur région et sur leur réélection. Le Sénateur J. Kerry lui-même semblait de plus en plus pessimiste. Néanmoins, le leader de la majorité, H. Reid estimait que le projet de loi arrive pourtant à un moment clé aux Etats-Unis en étant une réponse à la marée noire dans le Golfe de Mexico. En ajoutant le « *Renewable Energy Bill* » de Bingaman et Brownback, certains sénateurs républicains pourraient voter en faveur du projet. Les énergies renouvelables et les technologies dites propres deviendraient le cœur du projet de loi étudié au Sénat en attendant l'étude du projet de loi énergie-climat plus complet.

Le point de division au sein des Démocrates demeure le marché du carbone. Certains sénateurs soutiennent le projet de loi énergie néanmoins sans le « *cap and trade* ». Durant les semaines précédant les élections, ils ont préféré se centrer sur une loi qui encourage l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'essor des énergies renouvelables. Ils souhaitaient remettre après

élection, le débat sur le marché du carbone. De nombreux sénateurs républicains estiment que ce marché reviendrait à créer une taxe énergétique. Or en raison de la situation économique américaine actuelle, certains mots sont à éviter ... comme celui de taxe. Les détracteurs de la loi pensent que cette dernière n'aurait pour effet que de faire perdre des emplois et augmenter les prix de l'énergie aux États-Unis, affaiblissant d'autant plus leur économie. Les Républicains ont l'intention de discuter chacune des mesures. A Washington, on imaginait donc mal pouvoir aboutir à un résultat avec un vote avant les élections de mi-mandat. De nombreux Démocrates n'assument plus leur soutien au Président par rapport à la réforme de la santé. D'autres, issus d'états charbonniers, ou producteurs d'automobiles ou d'états sans réelles capacités d'énergies renouvelables, s'opposent au projet de loi énergie-climat. La récession économique n'aide pas les débats sur ce projet. Au sein des Républicains, des divisions existent également : certains sont en faveur du projet grâce à la clause sur le nucléaire, et d'autres s'opposent fermement à la création d'un marché du carbone, synonyme de taxe pour eux.

## **Conclusion**

Aux Etats-Unis, le scepticisme climatique a fortement progressé. Aucune législation sur le climat n'a pu aboutir, jusqu'ici, faute d'obtenir l'adhésion du Sénat américain. La plupart des Américains sont d'accord sur le problème de la dépendance pétrolière du pays mais sont en désaccord sur les moyens de lutte. Faut-il des mesures de développement des énergies renouvelables? Faut-il des véhicules plus efficaces ? Ou faut-il développer la production nationale d'énergies fossiles? La marée noire dans le Golfe du Mexique a relancé les discussions sur ce sujet.

M. Reid, aux côtés du sénateur J. Kerry et de la conseillère du Président Obama pour les questions d'énergie et de changement climatique C. Browner a présenté un projet de loi sur l'énergie beaucoup plus modeste que celui prévu initialement. Ce plan ne devait pas remplacer le vaste plan énergie et climat prévu à l'origine. Cette évolution dans le projet de loi proposé était directement liée aux prochaines élections. Avec la défaite qui était annoncée des Démocrates, le gouvernement fédéral perd toutes chances de faire aboutir la politique énergie-climat du pays suivant l'orientation du Président et de son parti. Le Président Obama a reconnu sa défaite aux élections de mi mandats. Il se dit prêt à travailler avec les Républicains. Le parti républicain a pris le contrôle de la Chambre des Représentants et progresse au Senat. Avec ce revers, la seconde partie de mandat du Président Obama sera sans doute marquée par la recherche de compromis. L'énergie et l'éducation sont cités comme possible terrain d'entente.

Le projet initial de loi était présenté comme une « révolution verte », une proposition visant à créer des millions d'emplois au service de l'indépendance énergétique et de la lutte contre le réchauffement climatique. Il mettait résolument au cœur de sa proposition l'enjeu environnemental non pas comme un risque qu'il faut gérer mais comme une opportunité à saisir. Ce texte proposait



des mesures visant à relever les enjeux industriels et technologiques par lesquels doit passer la lutte contre le changement climatique. Il représentait surtout le premier plan fédéral de réduction des émissions de gaz à effet de serre et en ce sens un pas important pour les Etats-Unis. «*Nous pouvons enfin dire au monde que les États-Unis sont prêts à reprendre leur rôle de leader mondial de l'énergie*», avait écrit dans un communiqué le sénateur J.Kerry qui a présenté le projet avec son collègue indépendant J.Lieberman. Les deux sénateurs continuent de travailler pour trouver les 60 voix nécessaires à l'adoption du texte et éviter le « filibuster »<sup>5</sup>.

Pendant ces débats qui durent depuis plus d'un an, plusieurs États fédérés se sont attelés à l'élaboration de leurs propres lois en l'absence d'action rapide du Congrès fédéral. Le gouvernement Obama, lui aussi, poursuit une panoplie d'initiatives climatiques par la voie réglementaire depuis plus d'un an. Si ce projet n'est pas voté, il ne faut pas oublier l'éventualité d'une réglementation fédérale, prise par l'Environment Protection Agency EPA. L'arrêt pris par la Cour Suprême le 2 Avril 2007 autorise une telle réglementation si la voie législative échouait. Les défenseurs de ce projet de loi espèrent pouvoir le faire adopter à temps pour les négociations climatiques de l'ONU qui doivent avoir lieu à Cancun (Mexique) au début de décembre. Mais la plupart des observateurs doutent que le Congrès puisse observer un tel calendrier surtout avec les résultats des élections de mi-mandat et la remise en question de nombreuses politiques américaines. Allons-nous assister à un retour en arrière ?

### **Bibliographie:**

CLIMATO ANALYSIS, “*US climate legislation unlikely for 2010*”, September <http://theenergycollective.com/climaticoanalysis/43557/us-climate-legislation-unlikely-2010>

MERITET S. (2009), « *Que peut-on attendre des Etats-Unis dans le débat énergie-environnement ?* », (2009), Economie et Société, ISMEA , Economie et Climat.

MERITET S. & SALAUN F. (2009), « *The United States energy policy: at a turning point*”, Chapter 6 in *The New Energy Crisis*, ed Chevalier J-M, Palgrave.

US Congress (2010), “*S. 1733: Clean Energy Jobs and American Power Act*”, <http://www.govtrack.us/congress/bill.xpd?bill=s111-1733>

---

<sup>5</sup> 60 voix seraient éventuellement nécessaires pour mettre fin à une manœuvre de la part des adversaires de la loi, le « filibuster », opération consistant à prolonger un débat indéfiniment en vue de bloquer ou de retarder un vote sur un texte de loi ou sur une nomination.